



# CERCLE D'EVEIL

Association de Culture Civique et de Défense des Droits  
Humains et Sociaux (CE.D.EV.)

---

## **SITUATION NATIONALE : RISQUES DE DERIVES GRAVES SUR LA SECURITE DES BURKINABE ET SUR L'EXISTENCE DE LA NATION BURKINABE**

Nul ne peut nier que les multiples processus électoralistes conduits par la classe politique et subsidiairement par certaines fractions de la société civile ont naturellement accouché des coups d'Etats à répétition que le Burkina Faso connaît depuis le soulèvement populaire du 03 janvier 1966.

Durant cette période, la dégradation de la gouvernance de l'Etat n'a fait que croître, jetant les populations burkinabè dans l'incertitude et la précarité au point que le premier militaire arrivé par la force des mitraillettes au pouvoir faisait figure de messie.

C'est le même processus qui se reproduit aujourd'hui avec la déchéance électoraliste du régime incompetent du MPP avec comme conséquence, une rafale de coups d'Etat dont les titulaires n'ont pas visiblement la capacité de tenir dans la durée.

Le coup de force du 30 septembre 2022, au lieu de clarifier une situation déjà ambiguë, ajoute une confusion dangereuse, porteuse d'énormes risques multidimensionnels susceptibles de nuire à l'existence de la nation burkinabè et à la sécurité des Burkinabè.

Il est certain que ceux qui ont pris le pouvoir par les armes et leurs partisans l'ont fait en connaissance de cause et conséquence, et que la situation nationale qui en résulte, est pleinement de leurs responsabilités.

Certes, le contexte n'est pas simple, mais il est vain de chercher des boucs émissaires et des explications à l'intérieur comme à l'extérieur pour se dédouaner de sa responsabilité devant le peuple et devant l'histoire.

Dans un tel climat explosif et lourd de conséquences en termes de vie humaine, il est du devoir de la société civile responsable, de rappeler à tous les acteurs (autorités militaires, autorités civiles et Organisations de la société civile) et à leurs soutiens, que les faits et actes posés de nature à engendrer des conséquences répréhensibles ne sauraient bénéficier d'aucune impunité.

Lorsqu'on s'empare d'un navire par la force et que celui-ci vient à couler, ni la mer, ni le navire ne sont responsables du naufrage.

Il est également patent que ce cercle infernal des coups d'Etats à répétition n'est absolument pas la voie pour sortir le Burkina Faso de l'ornière.

Les militaires aussi, compétents sur le terrain, ne peuvent pas et toute l'histoire du Burkina Faso le démontre, résoudre une situation aussi complexe dans un temps si court.

La plus élémentaire raison pousse à mettre en avant une gouvernance collective où chacun a sa partition à jouer, mais rien que sa partition.

Il faut certes commencer par s'entendre, se mettre d'accord sur un programme commun, ce qui est finalement assez simple dès lors qu'on s'attache à ne considérer que les priorités vitales à savoir :

- lutter contre le terrorisme, ce qui est une affaire essentiellement militaire ;
- promouvoir la bonne gouvernance, ce qui est une affaire politique ;
- refonder la démocratie électorale, ce qui est une affaire de gouvernance politique et citoyenne.

Sans la mise en synergie de ces trois dimensions :

- militaire ;
- politique ;
- citoyenne,

dans un esprit de transparence, de courage et d'innovation, il n'y a aucune solution pour échapper à la traversée du désert à laquelle nous voue la querelle des égos qui poussent les uns ou les autres à s'imaginer être le sauveur de la nation.  
Le pouvoir pour le pouvoir est une impasse.

Ouagadougou, le 08 décembre 2022

Le Président du Comité Exécutif

Dr. Evariste. Faustin. KONSIMBO